

BGE 44 II 459

Bundesgericht (BGE), 1918-01-01, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_44_II_459

FR: ATF 44 II 459

IT: DTF 44 II 459

Volltext

458 Familienrecht. N° 82. 2. Anerkennung ihres Eigentums an und Herausgabe von verschiedenen Sachen, die von ihr in die Ehe gebracht worden waren, zur Zeit der Scheidung und der Anhebung des gegenwärtigen Prozesses sich im Besitze des Beklagten bzw. seines Vaters befanden und über deren Schicksal angeblich versehentlich im Scheidungsverfahren nicht verfügt worden sein soll. Das Bundesgericht hat in Uebereinstimmung mit der Vorinstanz (Obergericht Aargau) das zweite Begehren wegen Verwirkung des Anspruchs durch Nichterhebung bei der güterrechtlichen Auseinandersetzung im Scheidungsprozesse abgewiesen, die Gegenstand des ersten Begehrens bildende Forderung dagegen mit folgender Begründung gutgeheissen: . Nach der nicht aktenwidrigen und deshalb für das Bundesgericht verbindlichen Feststellung der Vorinstanz hat als erwiesen zu gelten, dass der Beklagte in der Tat s. Z. der Klägerin zugesichert hat, die Miete in Beru für sie in Ordnung zu machen. Da diese Zusicherung nach den Umständen nur dahin ausgelegt werden kann, dass er für sie den Mietzins zahlen werde, soweit er geschuldet sei, ist demnach seine Haftung für den eingeklagten Betrag von 1240 Fr. 80 Cts. gegeben. Dass er damals noch die Hoffnung hegen mochte die Rechtsverbindlichkeit des Mietvertrages bestreiten zu können, ist unerheblich, da die Befreiung von einer Schuld natürlich auch bedingt, für den Fall, dass sie sich nicht mit Erfolg bestreiten lasse, übernommen werden kann. Wenn der Beklagte behauptet, dass eine Schuld hier tatsächlich nicht bestanden habe und die Klägerin deshalb gegenüber Fankhauser nichts hätte anzuerkennen brauchen, so beruht diese Einwendung auf einer Verkennung der ehегüterrechtlichen Grundsätze des ZGB. Danach hebt die Ehe die Verpflichtungsfähigkeit der Ehefrau nicht auf, sondern hat lediglich zur Folge, dass dieselbe für Verbindlichkeiten, die sie ausserhalb des Rahmens der ihr für die eheliche Gemeinschaft zustehenden Vertretungsmacht Familienrecht. N° 83. und ohne Einwilligung des Ehemauns eingeht, nur mit ihrem Sandergut haftet. Die Klägerin konnte deshalb die Forderung Fankhausers, auch wenn sie sich ihm gegenüber als noch nicht geschieden bezeichnet hatte, nicht etwa mit der Begründung ablehnen, dass sie sich während der Ehe nicht selbständig verpflichten können, sondern musste dieselbe in dem Umfange, als dem Genannten tatsächlich durch die Nichthaltung des Mietvertrages Schade entstanden war, anerkennen. Indem der Beklagte der Klägerin versprach, die Sache für sie zu ordnen, hat er die ohne seine Einwilligung kontrahierte Schuld nachträglich intern, der Frau gegenüber genehmigt und als zu Lasten der ehelichen Gemeinschaft eingegangen anerkannt. Von einem Schenkungsversprechen, das darin gelegen hätte und das mangels Erfüllung der Formvorschriften ungiltig wäre, kann nicht die Rede sein. Der Standpunkt, dass der Fankhauser erwachsene Schade tatsächlich infolge der Möglichkeit anderweitiger Vermietung schon in der Zeit bis zum nächsten Kündigungstermine weniger als 1100 Fr. betragen habe, ist in der Abschlussberufungsschrift nicht mehr aurrechterhalten worden. Nach den Aufschlüssen; die sich darüber aus den Akten ergeben, offenbar mit Recht. Es

braucht deshalb die Frage, inwieweit der Beklagte damit, nachdem er s. Z. auf die Streitverkündung die Teilnahme am Prozesse abgelehnt hatte, überhaupt gehört werden könnte, nicht erörtert zu werden. 83. Arrät de la IIe Section civile du 24 deoembre 1918 dans la cause Gerber contre Gerentes. Action en nullité de mariage, conséquence du fait que, dans le délai de l'art. 308 CCS, l'action a été intentée, mais devant un tribunal incompétent. Le défendeur Louis Gerentes et Frieda Gerber, mère du demandeur, ont vécu plusieurs années ensemble à Genève 460 Familienrecht. N° 83. - Or Frieda Gerber a eu au monde en 1914 un enfant qui a été reconnu par Gerentes - à Mumenthal et à Langenthal. Ils se sont séparés en juillet 1915, Gerentes, 'retournant à Genève et Frieda Gerber rentrant dans sa commune d'origine Mumenthal. Elle a toutefois bientôt après rejoint Gerentes à Genève OU elle est accouchée le 19 octobre 1915 d'un enfant illégitime, le demandeur au présent procès. De retour à Mumenthal près Aarwangen Frieda Gerber et son enfant Eugene ont ouvert action le 27 septembre 1916 à Louis Gerentes devant le tribunal d'Aarwangen, en concluant à la condamnation du défendeur aux prestations prévues aux art. 317 et 319 CCS. Par jugement du 28 octobre 1916, le tribunal d'Aarwangen, statuant par défaut, a alloué aux demandeurs leurs conclusions. Le défendeur a formé auprès du Tribunal fédéral un recours de droit public en concluant à l'annulation de ce jugement pour cause d'incompétence du tribunal d'Aarwangen. Par arrêt du 11 mai 1917 le Tribunal fédéral a admis le recours et annulé la décision attaquée, par le motif qu'au moment de la naissance de l'enfant Frieda Gerber n'était pas domiciliée à Aarwangen. Le 9 février 1918, le mineur Eugene Gerber, représenté par son curateur, a ouvert action devant les tribunaux genevois à Louis Gerentes en concluant à ce que celui-ci soit condamné à payer a) fr. 30 pour les frais d'accouchement; b) une somme à fixer par le tribunal pour les frais d'entretien de Frieda Gerber pendant quatre semaines avant et quatre semaines après la naissance; c) une pension de 15 fr. par mois à Eugene Gerber jusqu'à l'âge de 18 ans. Confirmant la décision rendue par le tribunal de première instance, la Cour de Justice civile du canton de Genève a, en date du 4 octobre 1918, déclaré cette demande irrecevable comme formée après l'expiration du délai préliminaire de l'art. 308 CCS. Le demandeur a recouru en réforme contre cet arrêt en concluant à ce que le Tribunal fédéral déclare recevable Familienrecht. N° 83. 46 L'action intentée et renvoie la cause à l'instance cantonale pour statuer au fond. Statuant sur ces conclusions et considérant en droit: Le recourant ne prétend pas que l'action intentée par lui devant le tribunal incompétent d'Aarwangen ait interrompu le cours du délai d'un an fixé par l'art. 308 CCS; et d'ailleurs il est évident que cette action serait insoutenable pour deux motifs: Tout d'abord, même en matière de prescription, l'ouverture d'action devant un juge incompétent ne constitue pas une cause d'interruption du délai au sens de l'art. 135 CO (v. BECKER, Note 9 sur art. 135), la loi accordant simplement dans ce cas au demandeur un délai de grâce de soixante jours pour faire valoir ses droits (art. 139 CO). Mais en outre, ainsi que le Tribunal fédéral a déjà eu l'occasion de le juger à plusieurs reprises (v. RO 42 II p. 101 consid. 2 et p. 233), le délai de l'art. 308 CCS est un délai de prescription et l'absence des délais de cette nature est justement qu'ils ne peuvent être prolongés par l'effet des causes d'interruption énumérées à l'art. 135 CO (v. OSER p. 370, BECKER p. 522, BLUMENSTEIN, Verwirkung und Ablauf der Befristung p. 79 et suiv.; cf., en matière de poursuite, JAEGER Note 9 sur art. 17, Note 4 sur art. 33, Note 3 sur art. 148, Note 3 sur art. 250). Tout au plus pourrait-on se demander s'il y a lieu, pour des motifs d'équité, d'appliquer par analogie aux délais de prescription la règle de l'art. 139 CO, c'est à dire de permettre à la partie qui s'est trompée de forme de réparer cette erreur dans un certain délai; mais il est superflu de résoudre cette

question en l'espece, car dans tous les cas il ne pourrait s'agir que d'un delai supplementaire de faible duree (soit au maximum de 60 jours) et ici ä partir de l'ar- ret du Tribunal fMeral qui a annule la procMure intro- duite devantle tribunal incompetent d'Aarwangen il s'est ecoule neuf mois avant que le demandeur porte , son action devant les tribunaux genevois. Ainsi done, en 462 Familienrecht. N° 83. tout etat de cause, le demandeur ne saurait etre mis au benefice ni d'une interruption, ni d'une prolongation de delai. Aussi bien se place-t-il a. un autre point de 'vue et soutient-il que le delai de l'art. 308 CCS a ete, non pas interrompu ou prolonge, mais observe par lui, puisqu'il a ouvert action a. Aarwangen dans l'annee des la naissance, et qu'ainsi il reste libre de reprendre devant les tribunaux gellevois le pro ces qui, pour des motifs de procedure, n'a pu etre liquide devant ce for. Mais ce systeme est mani- festement inadmissible. Le proces intente a. Geneve n'est pas une continuatioll de la procedure precedente ; celle-ci a ete dcclaree nulle et de nul effet par le Tribunal federal et l'action actuelle est une nouvelle action qui ne serait recevable que si elle avait ete ouverte dans le delai legal. Si la prescription elle-meme est encourue (sous reserve du delai de grace de l'art. 139) lorsque le demandeur a fait valoir ses droits devant un tribunal incompetent, il en est a bien plus forte raison de meme en matiere de peremption; sinon les del::jis fixes par la loi seraient illusoire, car, eu commen~ant simplement par s'adresser a. un juge iucompetent, il dependrait du bon plaisir du demandeur de les prolonger a. l'infini - ce qui serait eu opposition a?solue avec le but po ur- suivi par le legislateur et avec la raison meme. Enfin le recourant ne saurait invoquer 'ni l'arrCl rendu dans la cause Huggler contre Binder & Oe (RO 38.II p.511 et suiv.) - car dans cette affaire l'action avait He intentee au for competent - ni l'arret rendu dans la cause Stettler contre Frillgeli (RO 42 II p. 98 et suiv.), le Tribunal fMeral ayant uniquement tranche dans cet arre! la question de savoir s'il suffit que la citation en conciliation ait eu lieu regulierement dans l'annee po ur que le delai de l'art. 308 CCS soit repute observe; or en l'cspece iln'y a eu dans l'anllee aucune citation valable. Par ces motifs, Le Tribunal jederal prononce: Le recours est ecarte et l'arret cantonale est confirme. Sachenrecht. N° 84 SACHENRECHT DROITS REELS 84. t1rteU vom 2S. Oktober 1918 i. S. Gyr gegen Schönemann. Art. 668, 973 ZGB. Der öffentliche Glaube des Grundbuchs erstreckt sich auch auf die in den Grundbuchplänen ein- gezeichneten Grenzen des Grundstücks. Bedeutung des Umstandes, dass sich auf dem Grundstück eine davon ab- weichende Abschränkung findet, die der Erwerber bei der dem Kaufabschlusse vorangehenden Besichtigung ,bemerken musste. Unerheblichkeit des Einwandes, dass er das Grund- buch tatsächlich nicht eingesehen habe. Ueberbau i. S. von Art. 674 ZGB. Ansprüche des Eigentümers des Nachbar- grundstücks. ~influss der Tatsache, dass der Ueberbau s. Z. auf Grund einer im Grundbuchprotokoll nicht eingetragenen Erlaubnis des Rechtsvorgängers des gegenwärtigen Eigen- tümers des Nachbargrundstückes ' geschehen ist. Ueber- mässige Belästigung der Nachbarschaft i. S. von Art. 684 ZGB durch eine Abortanlage. Einwand, dass die Anlage früher zur Zeit der Erstellung dem Ortsgebrauch und Cha- rakter des Quartiers entsprochen habe. A. - Der Beklagte Gyr ist infolge Kaufes vom 29. Ja- nuar, gefertigt 17. März 1875 Eigentümer des Grund- stückes Kataster Blatt 9 Parzelle 699 (Grundbuchblatt 191) mit darauf stehendem Chalet Nr. 37 an der Thull- Oberhofenstrasse in Hilterfingen. Nordöstlich stösst daran die an der gleichen Strasse gelegene Besingung Parzelle 700 (Grundbuchblatt 148) « Villa Magda) an. Die Grenze zwischen bei den Grundstücken verläuft nach den Gmndbuchplänen (Katasteroriginalplan und Ergän- zungsplan von 1904 des amtlichen Vermessungswerkes) in einer geraden Linie von der Strasse an den See über zwei Marchsteine, von denen der eine unweit der Strasse, der andere unten am See steht. Am

Chalet des Beklagten befindet sich einlaubenartiger, zweistöckiger Anbau, per AS .u II -
1918 31

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.